COURRIER

Lettre à Jean-François Kahn

Dans un article sur le livre d'Harris et Sédouy, « Qui n'est pas de droite ? » (numéro 730), vous me faites tenir des propos que je n'ai jamais tenus et qu'on ne trouve pas non plus dans le livre en question. Ne voulant pas « que la démocratie soit un leurre », je crois à un droit de réponse. 1. Vous me présentez à vos lecteurs comme un homme « dégoûté ». Dans l'interview faite par Harris et Sédouy, le seul dégoût dont je parle, c'est celui pour les grenades offensives. Je peux même assurer que depuis mon « accident » j'ai, plus que jamais, goût à la vie et à la vie sociale. Et moins que jamais l'envie de me taire devant la folie du nucléaire autant que devant la folie de l'antisémitisme. Plus que jamais, c'est-à-dire malgré tout et malgré les grenades. J'ai eu droit à trop de fraternité et de solidarité anonymes pour avoir celui d'être « dégoûté ».

2. « *Mais il dit aussi, cet homme-là, que la démocratie n'est qu'un leurre.* » C'est faux. On ne trouve pas cette phrase dans le livre. Au contraire, c'est par espoir en la démocratie nécessaire que je pris le risque d'aller à Malville. Je n'avais pas envie de renoncer à elle en me contentant de rester chez moi à lire des livres *sur* la démocratie.

3. « *Il dit aussi* [...] *que le parlementarisme le dégoûte.* » Faux. Ce n'est pas non plus dans l'interview. Et pour cause : j'ai sollicité, avec mes amis Michalon et les milliers de personnes qui ont signé notre pétition, tous les groupes parlementaires afin qu'une proposition de loi soit déposée en vue d'interdire les grenades. Ce qui est fait. Nous attendons que le vote soit mis à l'ordre du jour. Je n'ai pas de position a priori, nous verrons a posteriori.

4. « *A cause de son hostilité brutale, foncière,* [...] *ce militant* [...] *parle comme François Brigneau, comme Benoist-Méchin* ». Jean-François Kahn, je ne vous connais que peu mais je vous respecte. S'il vous plaît, ne dites pas aussi vite que je parle comme un journaliste fasciste ou un ancien collaborateur nazi. Je ne sais si le respect est « de gauche » ou « de droite », mais respectez-moi aussi.

MICHEL GRANDJEAN,
Savas-Mepin.

[*Michel Granjean a raison : s'il a compris que je l'assimilais à des personnalités fascistes, c'est que je ne me suis pas assez clairement exprimé. Simplement, Michel Granjean, dont le dégoût et la colère sont plus que compréhensibles, affirme que la démocratie parlementaire* « c'est du pile ou face, cinquante-cinquante, cela ne m'intéresse pas [...] Je suis ailleurs ». *C'est en cela, me semble-t-il, qu'il retrouve des gens qui ne sont pas du même bord que lui mais affirment, comme lui, qu'il faut désormais* « refuser les termes de droite et de gauche ». — J.-F. K.]

Un intellectuel communiste en colère

Je découvre deux articles d'Yves Vargas et Gérard Bras, préparés par « la Nouvelle Critique », annoncés et reportés par elle et « offerts » à votre journal (numéro 731). [...] Ce n'est qu'un épisode de plus dans le refus de quelques communistes de considérer la discussion comme le bien de tout le Parti, et dans leur volonté antidémocratique de la placer, par des coups de boutoir extérieurs, sur leurs positions minoritaires. Votre publication n'aurait entraîné aucune réaction de ma part si, dans son mode d'emploi du dossier, Georges Mamy n'avait cru bon d'user à mon égard de termes d'une rouerie intolérable... « *Deux articles "censurés", le troisième auteur, Bernard Michaux, s'étant incliné devant la décision du Parti*)... » De quel droit Georges Mamy, que je ne connais pas, qui ne m'a rien demandé, peut-il me prêter une soumission voisine de la lâcheté ? Est-ce au nom du principe « Qui ne dit mot consent » ? De quel droit parler de report en termes de censure ? On s'y entend, au « Nouvel Observateur », à créer les rumeurs ! Le fait est que vous proposer mon texte est une idée qui ne m'est pas venue. Ni chez vous, ni ailleurs, je n'ai nul besoin de poser au dissident. Il n'y a pas, dans mon parti, d'idées interdites. Ce que je peux avoir à dire en philosophie ne recouvre pas d'attaques larvées contre le XXII[e] congrès. Je considère que le rôle des revues communistes dans la discussion interne est une responsabilité politique collective. En l'espèce, j'approuve, pour ma part, la décision de report prise par « la Nouvelle Critique ».

Le fait est que Vargas et Bras ne m'ont nullement informé de leur projet, alors qu'un tiers, Molina, semble n'en avoir rien ignoré. Soupçonnaient-ils mon refus, nous sachant de longue date en désaccord ? Ou cherchent-ils à séparer les « *victimes* » (Georges Mamy *dixit*) rebelles, de la « victime » consentante et donc un peu coupable ? Insinuation méprisable, cela va de soi. Mais, de tout cela, vos lecteurs ne sauront rien, à moins que vous ne publiiez ma lettre. Quant à vous, Georges Mamy, vous pratiquez un anticommunisme rampant, un art des petites phrases calculées qui insinuent la conclusion avant l'argumentation, qui mettent vos lecteurs en condition d'interpréter le dossier comme vous l'entendez, un art consommé du miroir : « Voyez, lisez, on vous l'avait bien dit. » Ne m'opposez pas la liberté du journaliste, c'est celle de vos lecteurs qui est en question.

BERNARD MICHAUX.

[*Voilà qui est fait : nos lecteurs connaissent votre sentiment sur notre journal et sur moi-même. En revanche, les lecteurs de « la Nouvelle Critique » et ceux de « l'Humanité » ignorent toujours tout de la protestation élevée par vos amis politiques Vargas et Bras — appuyés par Molina — contre la mesure dont leurs articles ont fait l'objet, de leurs arguments et de la publication de leurs textes dans nos colonnes. Question : qui donc respecte cette liberté des lecteurs que vous invoquez ?* — G.M.]

Le dernier mot d'Alfred Fabre-Luce

Dans « le Nouvel Observateur » n° 730, du 6 novembre, Pascal Ory avait faussé la signification de l'un de mes textes en le découpant. J'avais protesté dans le numéro du 13 novembre (731). Dans celui du 20 novembre, Pascal Ory ne conteste pas son erreur, n'en paraît pas gêné et récidive en changeant de sujet. Tout le monde sait que j'étais, en 1940, de ces « quarante millions de Français » qui n'étaient pas gaullistes. Point n'était besoin, pour l'établir, de découper le mot « criminel » en laissant ignorer qu'il s'appliquait à ceux qui combattaient la France, tandis que, dans la même page, on pouvait trouver le mot « héros » à propos de ceux qui combattaient l'Allemagne. Pour ce qui concerne le racisme, les lecteurs du « Nouvel Observateur » me paraissent tout à fait capables de comprendre que le mot s'applique mal à un homme qui, sous l'occupation allemande, prenant ses risques, a, dès le premier instant et jusqu'à son arrestation par la Gestapo, protesté publiquement contre les persécutions antijuives.

ALFRED FABRE-LUCE,
Paris.

[*Je n'ai tronqué aucune citation et n'ai jamais « changé de sujet ». Que M. Fabre-Luce propose donc à un éditeur de republier* in extenso *les deux ouvrages litigieux. Les lecteurs de 1978 jugeront.* — P. O.]

Darquier et les Croix-de-Feu

Membre du comité directeur et trésorier général des Croix-de-Feu depuis leur fondation, à laquelle j'ai participé le 28 novembre 1927 — ma carte

Suite page 36. ⟶

SEUIL
1942 : les juifs sont déportés de France...

"Cette vie, Saul Friedländer la raconte sans élever la voix ni forcer l'émotion, avec de l'humour souvent, de la justesse toujours... Quand vient le souvenir ne le laissons pas s'enfuir, ni l'oubli vaincre."
Claude Roy / Le Nouvel Observateur

"Cinq noms, trois pays, une vie : Saul Friedländer la raconte avec tant de pudeur et de tact que la lecture de son livre laisse les mâchoires serrées et les mains moites."
Christian Jelen / L'Express

Saul Friedländer

Quand vient le souvenir...

176 pages 39 F